

# Les prisons en feu... pas en construction !

La prison n'est pas en-dehors de la société. De fait les transformations qui s'y déroulent suivent bien souvent la logique de celles de dehors, les rapports de force également. Ainsi l'atomisation et l'individualisation orchestrée depuis les années 70 a largement opéré à l'intérieur des murs, modifiant les résistances et luttes des prisonniers.

A l'heure où construire de nouvelles prisons semble une évidence politique du pouvoir nous souhaitons revenir sur le rôle de ce pilier du capitalisme qui constitue une menace permanente qui plane sur les prolétaires. La discussion sera animée par Nadia Ménenger qui est une ancienne animatrice des émissions anticarcérales « parloir libre » et « l'envolée ». Elle est également l'auteure de « À ceux qui se croient libres », un livre retraçant la vie de T.Chatby qui a passé plus de 20 ans derrière les barreaux et au moins autant à essayer de les briser.



## SAMEDI 7 SEPTEMBRE

18 H

**PROJECTION DU FILM**  
**«paroles en liberté surveillée» (1991)**

19 H

**DISCUSSION**  
**animée par Nadia Menenger**

20 H 30

**REPAS DE SOUTIEN A LA «CAJ»**  
**(Caisse d'Autodéfense Juridique)**

AU LOCAL «CAMARADE» :

54 BOULEVARD DÉODAT DE SÉVÉRAC 31500 TOULOUSE

[CAMARADE.NOBLOGS.ORG](http://CAMARADE.NOBLOGS.ORG)

Les gouvernements de droite et de gauche, se sont succédés et la logique est restée la même. Il s'agit pour l'État d'encadrer, de réprimer, d'enfermer tous ceux qui sont progressivement éjectés du monde du travail et du revenu, ou qui le contestent. Depuis trente ans la courbe des incarcéré(e)s suit la même progression que celle du chômage. L'État et ses aficionados nous bombardent de discours anxiogènes pour nous faire avaler que la sécurité c'est la liberté. La surmédiation de faits divers sordides, les attentats, la crise endémique sont autant de prétextes pour renforcer l'appareil législatif et répressif qui réduit, « pour notre bien », les espaces de liberté.

La seule solution envisagée par le gouvernement, pour accompagner sa politique, c'est de poursuivre la promulgation de lois qui augmentent la longueur des peines, créent de nouveaux délits, projette la construction de nouvelles prisons et notamment de nouvelles centrales ultra-sécuritaires, donne de plus en plus de pouvoir à l'administration, augmente ses capacités de contrôle sur une partie croissante de la population, en développant l'enfermement hors les murs avec ou sans bracelet électronique.

Pour garantir son pouvoir il faut imposer l'isolement et l'individualisation, ces armes redoutables pour briser, atomiser les êtres. L'administration pénitentiaire a développé les régimes d'isolement, la différenciation des régimes de détention « adaptés » au comportement de chaque prisonnier. L'attitude du prisonnier déterminera s'ils méritent un aménagement de peine, ou tout simplement des conditions de détention plus – ou moins – souples. Le retour des prisons QHS, type Condé-sur-Sarthe est l'aboutissement logique d'une justice qui élabore et applique des condamnations délirantes, et qui

doit désormais gérer cette politique de peines jusqu'à la mort dans des prisons spécifiques. L'administration pénitentiaire est un terrain d'expérimentation de techniques d'anéantissement des capacités de réaction des individus. Elle a le temps, les moyens, et jouit d'opacité et d'impunité.

Plus aucun lien n'est fait entre les conditions économiques, sociales, et le taux d'incarcération. Pour l'État, la « délinquance » n'a rien de politique, c'est une maladie qu'il convient de dépister et de traiter : évaluation, punition, rémission.

Pour finir : la voix singulière de Thierry vient nous rappeler combien la frontière entre les prisonniers politiques et ceux de droit commun fabriquée par certains est ténue, voire incongrue. La dépolitisation ambiante n'a fait que creuser ce fossé, nous faisant ignorer que ce qui est insupportable pour les uns est tout aussi inacceptable pour les autres. La « torture blanche » qu'est l'isolement ne peut se justifier pour personne, l'acharnement policier et juridique non plus. Ceux et celles qui se battent, au-delà de leurs statuts, origines, religions, devraient trouver ensemble les moyens de construire des convergences pour abattre ce qui les opprime.

Ce cri de révolte nous enjoint à reconsidérer l'existence même des prisons tant celles-ci sont contre-productives et sont la conséquence de l'organisation de ce monde. Bien sûr nous pouvons crier « À bas toutes les prisons » mais les positions idéologiques ne suffisent pas. Pour commencer, informons nous sur la réalité des prisons, sa composition, son fonctionnement, sachons écouter les témoignages qui arrivent à filtrer. Soutenons les luttent des prisonniers. N'aménageons pas la prison mais ciblons leur construction, l'isolement, la longueur des peines, pour imaginer sa disparition.

